



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 24/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**NEXSTONE (ex CMGO)**

avenue Charles Lindbergh  
33700 Mérignac

Références : 25-871

Code AIOT : 0005212662

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement NEXSTONE (ex CMGO) implanté La Grave 33830 Belin-Béliet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Deux parcelles au sein du périmètre autorisé de la carrière avaient été exclues de l'autorisation de défrichement datée du 16/12/2016 compte tenu d'un engagement du maintien de leur destination forestière liée à un reboisement financé par des aides publiques.

Il était convenu que l'exploitant dépose une demande de défrichement en amont de la phase 4 ce qu'il a fait par CERFA signé du 27/05/2025 auprès du service Forêt de la DDTM33.

En lien avec cette instruction, la présente inspection a donc pour objectif de vérifier le respect du plan de phasage et du suivi environnemental, ainsi que de vérifier l'état des boisements.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NEXSTONE (ex CMGO)
- La Grave 33830 Belin-Béliet
- Code AIOT : 0005212662
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 4 août 2017, la société FABRIMACO devenue NEXSTONE a été autorisée à exploiter :

- une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires d'une superficie d'environ 22 ha (20 ha exploitables) et d'une capacité de production entre 150 et 200 000 tonnes/an ;
- une installation de traitement des matériaux d'une puissance totale de 800 kW comprenant une installation de premier traitement et des équipements mobiles pour des campagnes de concassage de recyclés ;
- une station de transit de produits minéraux et déchets inertes d'une surface de 12 000 m<sup>2</sup>.

L'exploitation s'effectue à ciel ouvert, en eau, à l'aide d'une pelle hydraulique long bras ou d'une drague, sans rabattement de nappe. La puissance maximale est de 15 mètres et la remise en état consiste en un plan d'eau avec la création de zones de hauts fonds favorables à la biodiversité. Des déchets inertes peuvent être utilisés pour ce remblaiement.

L'autorisation est accordée pour une durée de 25 ans.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle             | Référence réglementaire   | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------------|---|--|-----------------------|
| 2  | Conditions d'exploitation     | Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 1.2.3.2, 2.1.5.3 et 2.1.6.2 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 4  | Qualité des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 5.2                         | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 5  | Incident                      | Code de l'environnement du 25/09/2025, article R. 512-69              | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle               | Référence réglementaire                                  | Autre information |
|----|---------------------------------|--|-------------------|
| 1  | Capacité de production          | Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 1.2.1 et 2.4.1 | Sans objet        |
| 3  | Qualité des eaux superficielles | Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 5.1            | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La conduite de l'exploitation de la carrière s'effectue dans le respect des dispositions réglementaires et en cohérence avec la qualité du gisement. Il reste nécessaire que l'exploitant transmette l'actualisation de son phasage et des garanties financières couvrant la remise en état. Une amélioration de la présentation des résultats de suivi de la qualité des eaux est également attendue.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de capitaliser le retour d'expérience acquis suite aux désordres survenus au niveau de la trémie d'alimentation de l'installation de traitement.

Par ailleurs, l'état du boisement, qui n'appelle pas de remarque particulière, a fait l'objet d'un procès verbal (PV) de reconnaissance annexé au présent rapport. Depuis l'inspection, l'autorisation de défrichement a été accordée par arrêté préfectoral signé du 17/11/2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Capacité de production

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 1.2.1 et 2.4.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bilan matériaux  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Art. 1.2.1 :<br>Capacité d'extraction autorisée : <ul style="list-style-type: none"><li>- moyenne annuelle : 150 000 t/an</li><li>- maximale : 200 000 t/an</li><li>- production totale : 3 440 000 tonnes</li></ul><br>Art. 2.4.1 : L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté ministériel du 31/01/2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets.   |
| <b>Constats :</b><br><br>La déclaration annuelle via la plateforme GEREPE est à nouveau correctement réalisée, après un oubli pour les données de production 2023.<br>La production des dernières années est : <ul style="list-style-type: none"><li>- 2024 : 73 438 tonnes</li><li>- 2023 : 85 500 t</li><li>- 2022 : 98 350 t</li></ul><br>L'exploitant présente que depuis l'ouverture de la carrière, un tonnage de 818 138 t de matériaux extraits a été vendu sur les 1,368 millions de tonnes de granulats prévus pour les phases 1 et 2.<br>Le capacité de production n'est donc pas atteinte, ce qui induit une nécessaire mise à jour du plan de phasage (voir point suivant). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 2 : Conditions d'exploitation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 1.2.3.2, 2.1.5.3 et 2.1.6.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Phasage   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. 2.1.5.3 : L'exploitation est conduite suivant la méthode et le phasage définis ci-après :<br/> <i>Les plans relatifs à la description du phasage de l'exploitation sont en Annexe n°4 du présent arrêté.</i><br/> La cote minimale du fond de la carrière est 46 m NGF.<br/> L'épaisseur maximale d'extraction est de 15 m.<br/> La pente du front de gisement est inférieur à 45° en phase de travaux.<br/> Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.</p> <p>Art. 1.2.3.2 : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation. La largeur de cette bande inexploitée sera portée à 20 m en bordure de la RD 1010, conformément au dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Art. 2.1.6.2 : L'exploitant établit un plan d'exploitation adapté à la superficie de la carrière. (...) Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a été l'occasion de constater que l'extraction actuelle correspond à la fin des phases 1 et 2 prévues de 2017 à 2027, ainsi qu'à la phase 5 initialement prévue de 2037 à 2040. Le remblaiement de ce qui constituera le haut-fond est en cours, justifiant d'une remise en état à l'avancée. Un bassin d'eau claire a été créé au Sud-Est du site pour gérer les ruissellements et l'appoint en eau claire des eaux de lavage. Les boisements pour lesquels l'autorisation de défrichement est demandée sont encore bien en place.</p> <p>Il est donc constaté une avance dans la plan de phasage qui semble contraire aux plus faibles quantités commercialisées ces dernières années (cf. constat 1). En effet, l'exploitant explique cette évolution par la présence de veines significatives d'alios. Cette strate minérale perturbe le traitement et la commercialisation des sables car sa couleur noire ressort dans les bétons. L'exploitant a donc choisi de délaissier les couches aliotiques, ce qui réduit le gisement donc accélère le calendrier prévisionnel d'extraction. Sur la phase 1 et 2, l'exploitant estime à 30% d'écart entre le gisement modélisé initialement et le réel commercialisable.</p> <p>Des sondages complémentaires ont alors été réalisés pour définir les horizons de mauvaises qualités non exploitables. Les futures zones d'extraction sur lesquelles porte la demande de défrichement ne sont pas concernées. L'exploitant confirme donc l'intérêt d'extraction de la zone.</p> <p>Une actualisation du plan de phasage annexé à l'arrêté préfectoral est nécessaire, ainsi que des calculs des garanties financières.</p> <p>Par ailleurs, le plan d'exploitation mis à jour en décembre 2024 a été consulté. La distance d'éloignement de 20 m de la route départementale et la profondeur d'extraction sont respectées.</p> |

|   |
|---|
| La cote minimale observée est de 48,75 m NGF, conforme à l'objectif.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour son plan de phasage en tenant compte des réalités du terrain pour la future progression de l'extraction. Un plan de masse repérant les différentes zones d'activités est également mis à jour pour inclure le bassin d'eau au Sud-Est.<br>Il est demandé une actualisation des garanties financières en conséquence. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

### N° 3 : Qualité des eaux superficielles

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 5.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, notamment celles de l'aire étanche, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.<br>Afin de limiter les ruissellements sur les surfaces périphériques de la zone d'extraction, les eaux pluviales sont dirigées vers le plan d'eau de la zone d'extraction.<br>Un contrôle de paramètres définis [à l'article 5.1.9] est effectué 2 fois par an.<br>L'exploitant doit faire procéder, deux fois par an et par un laboratoire agréé, à une analyse des eaux de surface du plan d'eau, correspondant à la phase de la période en cours d'exploitation.<br>Les analyses initiales (état zéro) sont réalisées avant tout apport de remblai extérieur. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les rapports AIGASOL correspondant au suivi de la qualité des eaux pluviales susceptibles d'être polluées pour janvier et juin 2025 ont été consultés. Les résultats 2025 et l'historique n'appellent pas de remarque.<br>En revanche, le rapport mériterait d'être accompagné des dates de curage du séparateur à hydrocarbures pour apprécier la représentativité des résultats.<br><br>En 2025, la qualité du plan d'eau a fait l'objet d'un prélèvement et analyse en avril 2025. De la même façon, les résultats 2025 et historique n'appellent pas de remarque.<br>Les fréquences de contrôle sont respectées.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Il est demandé à l'exploitant de compléter l'analyse de la qualité des eaux de ruissellement par le calendrier d'entretien du séparateur à hydrocarbures.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 4 : Qualité des eaux souterraines

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 5.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>La réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation d'un forage se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).</p> <p>Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p> <p>En application de l'art. L.411-1 du code minier, l'exploitant déclare chaque nouvel ouvrage de surveillance, en vue de son inscription à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM.</p> <p>Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.</p> <p>La mise en œuvre des piézomètres doit également respecter l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature.</p> <p>Un suivi piézométrique semestriel des eaux souterraines sera réalisé sur les ouvrages figurant à l'Annexe 6, sous réserve de l'accord des propriétaires.</p> <p>Un contrôle des paramètres [définis à l'article 5.2.4] est effectué semestriellement.</p> <p>Ces analyses sont effectuées sur des prélèvements réalisés sur les piézomètres figurant à l'Annexe 6. Les analyses initiales (état zéro) sont réalisées avant tout apport de remblai extérieur.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>Le contrôle terrain a permis de constater que le piézomètre à l'entrée du site (Pz1) n'est pas cadennassé, ni protégé d'une margelle bétonnée contrairement aux dispositions fixées à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11/09/2003 pré-cité. Le piézomètre au milieu du site (Pz2) a été reforé à toute proximité suite à la casse du premier. Le premier Pz2 doit faire l'objet d'une opération d'abandon selon les dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 11/09/2003.</p> <p>Le rapport AÏGASOL relatif au suivi de la qualité des eaux souterraines correspondant à la campagne d'avril 2025 a été consulté. Les résultats des deux dernières années sont présentées. La fréquence de contrôle est respectée.</p> <p>En revanche, le sens d'écoulement est absent et la présence de métaux, avec un léger phénomène d'augmentation, est notée. Ces concentrations restent compatibles avec les limites fixées pour les eaux brutes qui seraient destinées à la potabilisation.</p>   |

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de sécuriser le piézomètre Pz1 et de combler le piézomètre abandonné par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine et l'absence de transfert de pollution en application de l'arrêté ministériel du 11/09/2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature.

Concernant la présentation des résultats, il est demandé à l'exploitant de renseigner le sens d'écoulement de la nappe et de compléter les tableaux de suivi par les résultats du contrôle initial de la nappe (avant extraction) pour apprécier dans le temps les éventuelles évolutions, en particulier la présence de certains métaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Incident**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 25/09/2025, article R. 512-69

**Thème(s) :** Risques accidentels, Retour d'expérience

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

**Constats :**

L'inspection a été l'occasion pour l'exploitant de déclarer un incident au niveau du mur de protection de la trémie d'alimentation de l'installation de traitement qui a manqué de s'effondrer.

La zone a été constatée mise en sécurité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de capitaliser le retour d'expérience de cet événement sous forme d'un rapport d'incident afin de prévenir ce type de situation et de partager les corrections mises en places.

Il est demandé à l'exploitant d'utiliser la plateforme de déclaration en ligne suivante :

|   |
|---|
| <a href="https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939">https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939</a> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |